

CIRPES - Centre  
Interdisciplinaire de  
Recherches sur la Paix et  
d'Etudes Stratégiques

-- Le Débat stratégique - Le débat stratégique N° 89-Janvier 2007 --

Le débat  
stratégique  
N° 89 ;  
89-Janvier 2007

**Fin de la « guerre juste »,  
possibilité de « paix juste » ?**

jeudi 22 février 2007

Un 3<sup>e</sup> colloque de l'AIDOP [1] , avec la participation de l'Institut Catholique, de diplomates, de religieux, de politologues et d'officiers d'active, s'est tenu à Paris les 19-20 janvier pour traiter du problème de la « paix juste » et de la « sécurité humaine » dans les guerres actuelles.

Une des causes générales de la possibilité permanente d'une prolifération de paix injustes peut venir de la non cohérence du mode d'engagement des forces par rapport au but politique, dans la métamorphose entraînée par la fin du monde bipolaire et la révolution électronique, même en admettant que le but politique de la guerre soit juste - c'est à dire qu'il soit la recherche d'une paix juste à l'issue d'une victoire défensive. L'établissement d'une stratégie de paix juste en termes clausewitziens, exige qu'une commune mesure régisse la définition militaire du Ziel et la définition politique du Zweck ; leur articulation dans la sortie de la guerre fait partie de l'artisanat de paix.

Les causes multiples de non cohérence peuvent donc être politiques et militaires : le mensonge sur le but de guerre annoncé ; l'incapacité à maîtriser l'emploi de la force de la part de l'autorité politique ou de la chaîne de commandement ; l'inadéquation par rapport au but des moyens matériels disponibles (armements, types d'unités, types d'entraînements. En outre, dans la globalisation, toutes sortes de frontières instituées entre souverainetés, entre compétences, entre écoles, entre systèmes d'information et de décisions, sont devenues des glaces poreuses ou vacillantes. Ces risques sont contrôlables par le peuple en démocratie. Mais une « real-ethik » extrêmement exigeante doit être élaborée à nouveau pour toutes les échelles de l'action militaire. Le magistère que s'attribue l'Eglise Catholique, l'école stratégique légitime en France, toujours gaullienne et républicaine, le souci qui anime le commandement militaire français de conserver le moral et l'éthique de la protection des civils, sont en contact. La réflexion porte sur les expériences des guerres de Yougoslavie, d'Afrique et du Moyen-orient.

On ne sait pas encore très bien où tout cela nous entraîne, dans l'attente d'un nouveau livre blanc, mais certainement pas vers une simplification et vers la négation de la complexité par l'hybris qui mène Alexandre le Grand à trancher partout le nœud gordien.

ds

[1] Agence internationale diplomatie et Opinion publique, association laïque proche de l'Institut Catholique et de l'ordre des Dominicains.